



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise  
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation  
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,  
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Middleware division / Division Intergiciels

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Hosted Internet Search Service	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> G9292-227373/B	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 002
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> PReq 100017373	<b>Date</b> 2023-04-17
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$EEM-016-41410	
<b>File No. - N° de dossier</b> 016eem.G9292-227373	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Daylight Saving Time EDT <b>on - le 2023-04-25</b> Heure Avancée de l'Est HAE	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Smyth, Meghan	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 016eem
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (343) 574-2678 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**L'amendement 002**

Cette sollicitation vise à répondre aux questions de l'industrie.

Numéro	Question	Réponse
1	Dans la section 5 (Portée) de l'annexe A, il est indiqué que le Canada souhaite obtenir « une solution qui génère des résultats de recherche pertinents et bien organisés dès le départ avec des réglages minimaux (voire aucun réglage) ». L'intention est-elle de n'utiliser aucune règle de réglage de la pertinence ni aucun modèle d'apprentissage automatique? Dans la même section, il est exigé de « permettre au personnel d'EDSC de créer et de mettre à jour des index, des règles d'indexation, des formulaires de recherche, des pages de résultats et des classements de résultats (promotions) ». Est-il possible de préciser dans quelle mesure un « réglage » supplémentaire serait souhaitable?	<p>La configuration mise au point par le fournisseur, en collaboration avec Service Canada, doit être performante lorsqu'elle sera mise en service sur Canada.ca.</p> <p>Service Canada souhaite avoir la possibilité d'utiliser toutes les fonctions disponibles.</p> <p>Service Canada et le fournisseur collaboreront de façon continue pour maintenir, améliorer, modifier, affiner, etc. la configuration.</p>
2	Dans l'annexe I, pour le test de pertinence, les instructions précisent que « le soumissionnaire doit limiter l'index aux sites des domaines *.gc.ca et Canada.ca ». Cela signifie-t-il tous les domaines *.gc.ca et canada.com ? Seulement ceux qui se rapportent à Emploi et Développement social Canada? Ou d'autres sites spécifiques?	<p>L'index pour le test de pertinence ne doit comprendre que les sites suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <a href="https://www.canada.ca">https://www.canada.ca</a></li> <li>2. <a href="https://pm.gc.ca/">https://pm.gc.ca/</a></li> <li>3. <a href="https://deputypm.canada.ca/">https://deputypm.canada.ca/</a></li> <li>4. <a href="https://www.elections.ca">https://www.elections.ca</a></li> </ol>
3	Les exigences en matière d'accessibilité décrites dans l'annexe J s'appliquent-elles uniquement à l'application de recherche destinée à l'utilisateur? Ou également à l'interface utilisateur d'administration?	Les exigences en matière d'accessibilité spécifiées à l'annexe J s'appliquent à l'application de recherche destinée à l'utilisateur et à l'interface utilisateur d'administration.
4	Dans la partie 8.1 Annexe A – Énoncé des travaux, au point 4, vous demandez l'hébergement auprès d'un fournisseur de services infonuagiques tiers certifié par SPC. Quels sont les fournisseurs de services infonuagiques certifiés par SPC?	La liste des fournisseurs tiers certifiés par SPC peut être consultée en accédant à ce lien : <a href="https://www.canada.ca/en/government/department/government-of-canada/cloud-fa.html">GC Cloud FA (canada.ca)</a>
5	Dans le cas d'utilisation de l'administrateur (annexe A, section 5.3), on décrit plusieurs étapes qui impliquent que l'équipe de soutien de l'entrepreneur approuve et gère le déploiement des changements de l'environnement de préproduction à l'environnement de production. De plus, il est mentionné que les membres de l'équipe de Service Canada doivent avoir une autorisation de lecture pour l'environnement de production. Cela ressemble à une demande de « services gérés » à part entière. D'autre part,	<p>Service Canada est à la recherche d'un service de recherche géré (SSG). La disponibilité, la fiabilité, la performance, la sécurité, etc. seront la responsabilité de l'entrepreneur.</p> <p>Service Canada aura une autorisation de lecture et d'écriture pour l'environnement de préproduction et une autorisation de lecture pour l'environnement de production à des fins de libre-service, comme la possibilité d'ajouter ou de supprimer des pages de l'index.</p>

	<p>dans les critères cotés (section 14.3), il y a un certain nombre d'exigences concernant les changements qu'un développeur de Service Canada pourrait apporter aux règles de pertinence et aux options de mise en page. Faut-il un service entièrement géré, l'entrepreneur devant gérer tous les changements apportés à la configuration de l'indexation et de la recherche? Ou bien l'organisation de Service Canada veut-elle être habilitée à permettre à ses développeurs de gérer l'environnement de production, avec les conseils et l'assistance de l'entrepreneur? Les deux solutions sont possibles, mais nous aimerions clarifier l'exigence afin de fournir une tarification appropriée.</p>	
6	<p>Dans le cas d'utilisation de l'administrateur (annexe A, section 5.3), sachant que le volume peut évoluer dans le temps, pouvez-vous nous communiquer le nombre (ou l'approximation) de paquets de modifications de configuration qui ont été déployés de l'environnement de préproduction à l'environnement de production par année (ou par mois) au cours des dernières années ou l'approximation du nombre de déploiements prévus au cours des prochaines années contractuelles.</p>	<p>Service Canada a ouvert 400 billets auprès du fournisseur actuel au cours des deux dernières années.</p>
7	<p>À l'annexe A, section 14.2, ligne 24, on trouve une liste de types de fichiers à indexer, y compris un certain nombre qui ne semblent pas être utilisés actuellement sur les sites canada.ca, comme Lotus 123 et WordPro. Ces types de fichiers doivent-ils être pris en charge?</p>	<p>Veuillez indiquer dans votre offre les types de fichiers non pris en charge dans la liste.</p>
8	<p>Partie 7, section 7.4.2 A) Vous demandez : « La formation virtuelle doit être offerte dans une salle de classe virtuelle avec un véritable formateur. Les classes virtuelles doivent comprendre jusqu'à 15 étudiants et se dérouler sur une plateforme virtuelle approuvée par le client et l'autorité contractante ». Nous disposons d'une formation en ligne très complète à rythme libre, ainsi que d'un service personnalisé d'accueil et de suivi des clients (avec un véritable responsable du suivi). Accepteriez-vous cela au lieu d'une approche plus traditionnelle avec un véritable instructeur?</p>	<p>Service Canada est ouvert à d'autres solutions à condition qu'une formation virtuelle (et non en personne) soit disponible et qu'un représentant compétent soit disponible pour répondre aux questions.</p>
9	<p>Question concernant la partie 7 - Clauses du contrat subséquent. Tous nos contrats doivent contenir des clauses qui correspondent à nos activités et à nos produits. Nous sommes heureux d'intégrer les clauses essentielles du Canada dans notre ensemble contractuel, mais certaines clauses devront être adaptées pour refléter nos pratiques. Les clauses du contrat subséquent peuvent-elles faire l'objet de négociations de bonne foi entre le soumissionnaire et le Canada?</p>	<p>En soumettant une offre dans le cadre de cet appel d'offres, vous acceptez les clauses du contrat subséquent de la partie 7. Le contrat doit provenir du Canada et contenir les conditions du Canada. Nous pouvons négocier certaines des conditions, mais le Canada ne peut pas utiliser ou accepter un document contractuel du vendeur. Des clauses supplémentaires peuvent être ajoutées sous la forme d'une annexe distincte et seront mentionnées à la section 7.8 « Ordre de priorité des documents », toutes les autres clauses et annexes actuelles apparaissant en premier.</p>

10	<p>Question concernant l'exigence obligatoire de l'entrepreneur numéro 16. Nos pratiques en matière de protection des renseignements personnels sont alignées sur les normes du secteur et s'inspirent du cadre de gestion de la protection des renseignements personnels et des exigences politiques spécifiées dans la norme ISO 29100, mais nous ne détenons pas cette certification pour le moment. Nous sommes cependant en cours de certification ISO 27001. L'exigence 16 impose-t-elle au soumissionnaire de détenir la certification ou de respecter des principes similaires?</p>	<p>Service Canada considérera que vous avez réussi à satisfaire à cette exigence à condition que vous envoyiez des documents démontrant que vous êtes en cours d'obtention de la certification.</p>
11	<p>En raison de la complexité des exigences de l'appel d'offres, nous aimerions demander une prolongation. Le Canada pourrait-il repousser la date de clôture au 25 avril?</p>	<p>Une prolongation a été accordée jusqu'au 25 avril 2023.</p>
12	<p>Le SRG doit fournir, faciliter et soutenir les exigences volumétriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Indexer jusqu'à 50 millions de documents pour tous les clients.</li> <li>• Ajouter et supprimer jusqu'à un (1) million de documents dans une période d'un (1) jour civil.</li> </ul> <p><b>Les 50 millions de documents devront-ils être recherchés dans le cadre d'une expérience utilisateur unique (c'est-à-dire un seul site web .ca) ou les 50 millions représentent-ils l'index de plusieurs sites? S'il s'agit de plusieurs sites, quelle est la taille moyenne de l'index par site et la taille de l'index du site le plus important?</b></p>	<p>Service Canada gère des pages de recherche offrant différentes expériences aux utilisateurs. Il existe une interface de recherche générique qui répond aux demandes de recherche en interrogeant l'ensemble de l'index et d'autres pages de recherche qui n'interrogent qu'une partie de l'index.</p> <p>L'index actuel comprend des documents provenant de Canada.ca et d'une variété d'autres sites gérés par le gouvernement du Canada.</p> <p>La solution doit permettre de rechercher 50 millions de documents en une seule expérience utilisateur.</p>
13	<p>Le SRG doit proposer, déployer et prendre en charge une fonctionnalité permettant d'explorer les sites Internet accessibles au public indiqués par les administrateurs et de créer et maintenir un index interrogeable du contenu pour les formats de fichiers suivants :</p> <p>Adobe Portable Document Format, Postscript (.PDF, .ps);</p> <p>Microsoft Office (.doc, .docx, .xls, .xlsx, .ppt, .pptx, .rtf);</p> <p>Lotus 1-2-3 (wk1, wk2, wk3, wk4, wk5, wki, wks);</p> <p>Lotus WordPro (lwp);</p> <p>OpenOffice (.odp, .ods, .odt);</p> <p>Texte (.csv, .txt);</p> <p>HTML (langage de balisage hypertexte, .htm, .html et autres extensions de fichier);</p> <p>XML (langage de balisage extensible);</p> <p>JSON (JavaScript Object Notation).</p> <p><b>Outre l'exploration, est-il possible d'accéder aux fichiers, aux pages, etc. directement à partir de la source de données (telle que le système de gestion de contenu) via l'API pour créer l'index?</b></p>	<p>L'exploration devra être réalisée à l'aide de « sitemaps ».</p> <p>L'index actuel comprend des documents provenant de Canada.ca et de divers autres sites exploités par le gouvernement du Canada.</p> <p>Parmi ces sites, seul Canada.ca est connu pour soutenir les appels API. Le contenu de Canada.ca peut également être exploré par le biais d'appels API; la réponse sera au format JSON, par exemple : <a href="https://www.canada.ca/en/services/benefits/jcr:content.json">https://www.canada.ca/en/services/benefits/jcr:content.json</a>.</p>

14	Annexe B : Base de paiement : EDSC parle de 150 000 000 de requêtes. S'agit-il d'un chiffre annualisé? Quelle est, le cas échéant, la croissance prévue?	Oui, 150 millions de requêtes par année. Bien que nous ne prévoyions pas de dépasser les 150 millions de requêtes par année, le service de recherche géré devrait être en mesure de traiter plus de requêtes si nécessaire. Le pic annuel historique est de 120 millions de requêtes, en tenant un niveau élevé de fluctuation d'une année sur l'autre.
15	Annexe B : Base de paiement :  EDSC aurait besoin de combien d'administrateurs pour effectuer les modifications apportées en continu à la plateforme de recherche?	EDSC aurait besoin d'un nombre estimé à 10 employés pouvant accéder à la console d'administration.
16	14.3 Critères cotés (CC) : Pour mieux comprendre la façon dont le GC évalue les réponses, quelle est la priorité : la nature obligatoire des exigences ou le système de cotation par points associé aux exigences?	Les exigences obligatoires doivent être satisfaites pour que l'offre soit considérée comme conforme. Une fois qu'une offre a satisfait aux exigences obligatoires, le Canada attribue une note aux critères cotés pour classer les soumissionnaires, puis l'offre est évaluée selon la répartition suivante : 60 % attribué aux critères cotés (valeur technique) et 40 % attribué au prix.
17	14.3 Critères cotés (CC) : Nous supposons que la préférence du GC pour l'hébergement dans une infrastructure infonuagique à locataire unique est basée sur la sécurité. En incluant ou en excluant ce facteur, quels sont les facteurs qui poussent le gouvernement à préférer la location unique?	La préférence pour l'hébergement dans une infrastructure infonuagique à locataire unique est basée sur la sécurité, la fiabilité, la performance et la disponibilité.
18	14.3 Critères cotés (CC) : À des fins de clarification, le GC demande-t-il aux soumissionnaires de remplir la section 14.3 et de se noter eux-mêmes?	Il est demandé aux soumissionnaires de montrer comment ils répondent aux critères cotés ou de préciser où elles se trouvent dans l'offre, mais EDSC évaluera la note technique de l'offre si celle-ci a satisfait aux exigences obligatoires.
19	J'examine l'appel d'offres et je remarque qu'il est exigé d'adhérer à la politique du Conseil du Trésor en matière de technologies de l'information (section 5.4). Cette exigence concerne-t-elle les données protégées A et B?  <b>5.4 Normes, interfaces et protocoles ouverts</b>  Le service de recherche géré doit prendre en charge les normes ouvertes suivantes :  a. Protocole de transfert hypertexte sécurisé (HTTPS) utilisant le protocole de sécurité de la couche transport (TLS), version 1.2 ou supérieure <a href="http://www.ietf.org/rfc/rfc2246.txt">http://www.ietf.org/rfc/rfc2246.txt</a> b. Protocole HTTP (RFC 2068) <a href="http://www.rfc-editor.org/rfc/rfc2068.txt">http://www.rfc-editor.org/rfc/rfc2068.txt</a> c. Protocole Internet, version 6 (IPv6) et protocole Internet, version 4 (IPv4) d. Protocole d'exclusion des robots (REP) ou directives du protocole robots.txt, afin d'inclure ou d'exclure du contenu d'un site Web de l'exploration et d'une éventuelle indexation  Le service de recherche géré doit également se conformer aux avis de mise en œuvre de la Politique sur la technologie de l'information (AMPTI) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) sur le protocole HTTPS :  a. Configuration pour le protocole HTTPS (avec redirection à partir du protocole HTTP) b. Activation de la directive HSTS (HTTP Strict Transport Security) c. Déploiement du protocole TLS 1.2 (ou ses versions subséquentes) et recours à des certificats et algorithmes de chiffrement pris en charge, conformément aux indications du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) 1. <a href="#">ITSP 40.062 Conseils sur la configuration sécurisée des protocoles réseau, section 3.1 sous les suites de chiffrement AES</a> 2. <a href="#">ITSP 40.111 Algorithmes cryptographiques pour l'information non classifiée, protocole A et protocole B</a> d. Désactivation des protocoles reconnus pour être peu fiables, comme toutes les versions des protocoles de sécurité SSL (p. ex. SSLv2 et SSLv3) et les anciennes versions du protocole TLS (p. ex. TLS 1.0 et TLS 1.1), conformément à la directive <a href="#">ITSP 40.062</a> du CST	Le service de recherche géré devra être conforme à cette exigence.
20	Les centres de données doivent-ils être situés au Canada?	Il n'est pas obligatoire que les centres de données soient situés au Canada. Cependant, un des critères cotés (#23) permet au soumissionnaire d'obtenir 5 points s'il est conforme.

21	<p>Notre entreprise a l'intention de proposer une solution de service de recherche géré qui nécessite une solution SaaS hébergée auprès d'un fournisseur de services infonuagiques tiers certifié par SPC. Pouvez-vous nous aider à mieux comprendre comment nous pouvons répondre à cette exigence?</p> <p>Notre solution peut être hébergée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• AWS GovCloud,</li> <li>• Azure GovCloud,</li> <li>• GCP GovCloud,</li> <li>• ou dans les centres de données de SPC à l'aide d'applications sur site.</li> </ul> <p>Cependant, nous n'avons pas de certification existante avec SPC. Pouvons-nous répondre à l'exigence de certification SPC en utilisant l'une des options d'hébergement ci-dessus? Si une certification est requise pour notre service en tant que tel, quelles sont les étapes à suivre pour l'obtenir?</p>	<p>La liste des fournisseurs tiers certifiés par SPC peut être consultée en accédant à ce lien : <a href="https://gccloudfa.canada.ca">GC Cloud FA (canada.ca)</a>. Le soumissionnaire n'a pas besoin d'être certifié par SPC, il doit utiliser les solutions fournies par les fournisseurs tiers certifiés par SPC.</p>

**TOUTES LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE LA SOLICITATION DEMEURENT INCHANGÉS**